

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de 1948 à nos jours

Gilles Richard, professeur d'histoire contemporaine à l'IEP de Rennes

Mots-clés

les « centres » ; Le Centre national des indépendants et paysans ; René Coty ; de Gaulle ; intégration européenne ; libéralisme ; régionalisation

Q. Quelles sont les origines du CNIP ?

R. Le CNIP fut créé en décembre 1948 par trois sénateurs: Roger Duchet, Jean Boivin-Champeaux – rapporteur de la loi sur les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940 – et René Coty. Cela se fit dans le contexte de la recomposition des droites françaises après la guerre, imposée par le discrédit que leur soutien à l'Etat français en 1940–42 avait provoqué. Le CNIP fut lancé pour offrir une solution à ceux qui refusaient à la fois la stratégie du MRP démocrate-chrétien, trop ouvertement allié aux socialistes, et à celle du RPF gaulliste, inadaptée au régime mis en place en 1946, qui nécessitait de mener le combat politique sur le terrain parlementaire. Concrètement, le Centre se donnait pour but d'associer les modérés libéraux et les radicaux, de regrouper les « centres ».

Le CNIP prit son essor à partir de 1951–52. Antoine Pinay, président du conseil de mars à décembre 1952, devint la grande figure du parti et rallia à lui de nombreux hommes politiques venus d'horizons différents, du centre gauche aux gaullistes. De 1951 à 1956, il fut la première force parlementaire. En décembre 1953, René Coty devint président de la République. Les élections législatives de 1956 furent toutefois difficiles, une fraction des électeurs modérés – petits commerçants et artisans – se portant sur les listes poujadistes. Mais dès 1957, le CNIP récupéra ses électeurs.

Q. Quelle était la doctrine du CNIP ?

R. Autour de Roger Duchet, secrétaire général, et de son journal *France indépendante*, une doctrine s'élabora, bâtie autour de trois grandes axes : le libéralisme économique, considéré comme la condition de la prospérité ; la volonté de décentraliser l'administration de la France afin de réduire le contrôle de l'Etat sur la vie sociale et d'accroître parallèlement celui des notables ; l'intégration du pays dans des ensembles plus larges – Alliance atlantique et « Marché commun » européen – pour tenir compte des nouveaux rapports de force internationaux et mieux résister au communisme, ennemi numéro un aux yeux des modérés, en France comme à l'échelle du monde.

Q. Quelle influence le CNIP eut-il sur le retour de de Gaulle au pouvoir ?

R. Le CNIP fut la principale force politique qui favorisa le retour de Charles de Gaulle au pouvoir en mai–juin 1958. Il permit notamment à celui-ci de respecter, au moins formellement, les règles parlementaires. Stratège du Centre, Duchet pensait ainsi à la fois conserver l'Algérie française, à laquelle le parti était attaché comme la plupart des autres forces, et intégrer l'homme du 18 juin à son dispositif politique, en le cantonnant à un rôle d'arbitre conjoncturel avant que Pinay ne reprît le pouvoir durablement. Mais les élections de novembre 1958 furent décevantes pour les indépendants: les gaullistes s'organisèrent dans un nouveau parti, l'UNR, qui emporta 200 sièges à l'Assemblée nationale, contre 120 aux modérés. Dès lors, le CNIP entra dans une crise profonde,

déchiré entre ceux qui acceptaient de jouer le jeu du nouveau régime (les futurs « giscardiens ») et ceux qui étaient prêts à tout pour déstabiliser de Gaulle, y compris en s'alliant aux « ultras » de l'Algérie française. Le CNIP éclata en 1961–62.

Q. Le CNIP a-t-il eu un rôle à jouer sous la V^e République ?

R. Le CNIP, en voie de devenir le premier parti français, devant le PCF, au printemps 1958, n'est plus aujourd'hui qu'un groupuscule, associé à l'UMP. Son influence sur la vie politique française est complètement oubliée. Elle n'en fut pas moins considérable. Ainsi, trois des hommes politiques français les plus en vue actuellement sont issus de ses rangs: Valéry Giscard d'Estaing, président de la République de 1974 à 1981 et président de la Convention européenne en 2003, qui commença sa carrière comme jeune député indépendant en 1956 ; Jean-Marie Le Pen, président du FN, qui fit ses premières armes aux Jeunesses indépendantes dans les années 50 et fut, après un bref passage chez les poujadistes, député du CNIP de 1958 à 1962 ; Jean-Pierre Raffarin, premier ministre depuis 2002, dont le père était un notable indépendant, député de 1951 à 1956. Plus largement, on peut considérer que la doctrine indépendante – le triptyque: libéralisme, régionalisation, intégration européenne – élaborée dans les années 50 représente aujourd'hui la base du programme de l'UMP. L'histoire du CNIP montre en même temps qu'il existe en France des cultures politiques bien distinctes au sein des droites, qui résistent au temps et qu'il est bien difficile d'unir comme l'a éprouvé Roger Duchet dont le rêve de constituer un grand parti libéral conservateur sur le modèle britannique s'est brisé au début de la V^e République. Si l'UMP représente, à bien des égards, la continuation de cette volonté d'unifier les droites, le FN et l'UDF rappellent que les libéraux n'ont pas encore inventé la façon d'y parvenir.

Publications par Gilles Richard

Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés (Lille: Presses Universitaires du Septentrion/ANRT, 1999).

« Les modérés du Nord entre MRP et RPF : de l'union des républicains du Nord au Centre départemental des indépendants et paysans (1945–1952) », *Revue du Nord*, LXXXI (331), juillet–sept. 1999.

« La renaissance de la droite modérée à la Libération : la fondation du CNIP », *Vingtième Siècle*, 65, janv.–mars 2000.